

Paris, le 25 septembre 2017

Oui à un Plan Compétences mais soyons ambitieux !

Le Premier ministre Edouard PHILIPPE et l'économiste Jean PISANI-FERRY ont présenté ce matin le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) dont l'objectif est de former deux millions de jeunes et de demandeurs d'emploi. La FFP partage la priorité d'investir dans le capital humain pour notre pays sur le long terme mais s'interroge sur les résultats attendus par le Gouvernement d'un tel effort national : seulement 300 000 personnes insérées dans l'emploi en cinq ans pour un financement de quatorze milliards d'euros.

La FFP salue la volonté du Gouvernement d'Edouard Philippe d'investir massivement dans la formation professionnelle. Il est en effet urgent de répondre au déficit de compétences dont souffre la France, déficit systématiquement pointé par l'enquête PIAAC de l'OCDE. Selon le cabinet McKinsey, en 2020, sans action volontariste, 2.3 millions d'actifs non qualifiés se trouveront sans emploi tandis que 2.2 millions d'emplois nécessitant une qualification 'Bac' ne seront pas pourvus.

Mais la FFP s'étonne de l'ambition affichée par le Gouvernement qui annonce l'objectif d'un taux de retour à l'emploi d'environ 15% en cinq ans. Les entreprises de formation peuvent offrir une meilleure promesse aux demandeurs d'emploi et aux jeunes de notre pays, à condition que les pouvoirs publics dotent enfin la France d'un système de formation professionnelle adapté au XXIème siècle.

La réforme de la formation professionnelle souhaitée par le Président de la République doit s'appuyer sur deux piliers indissociables : le plan d'investissement Pisani-Ferry en est un, mais il ne portera ses fruits qu'avec une véritable transformation du système français de la formation professionnelle, c'est-à-dire :

- | Créer les conditions d'un accès simple et direct à l'offre de formation en simplifiant notamment la mobilisation du Compte Personnel de Formation (CPF) ;
- | Encourager, par des mesures incitatives de type crédit d'impôts, les entreprises mais aussi les particuliers à investir dans des formations innovantes adaptées à leurs besoins en compétences
- | Garantir les conditions d'une concurrence saine et loyale sur le marché, indispensables à l'innovation et à la performance du secteur ;
- | Fournir aux individus comme aux employeurs une information transparente et objective sur l'offre de formation grâce à une agence indépendante, leur permettant d'évaluer la pertinence des formations et la qualité du professionnalisme des entreprises les dispensant.

Pour Jean WEMAËRE, Président de la FFP, « *La Profession est mobilisée pour faire de ce plan un succès pour les jeunes et les demandeurs d'emploi. Mais ce plan, comme le précise M. Pisani-Ferry, ne peut réussir que s'il est associé à une grande réforme de la formation. Il est temps de changer de logiciel au risque de reproduire les erreurs du passé! Nous ne formons pas pour former mais pour permettre à chacun de trouver sa place sur le marché du travail, améliorer la compétitivité des entreprises et accroître la richesse du pays.* »

Contact Presse FFP : Naïs LAURANDEL - 01 44 30 48 93 - nlaurandel@ffp.org

La FFP (Fédération de la Formation Professionnelle), organisation professionnelle créée en 1991, fédère et représente plus de 600 entreprises de formation et leurs 2000 établissements. Depuis vingt-cinq ans au service de la représentation et de la promotion de l'offre privée de formation – qui couvre près des ¾ des besoins du marché-, la FFP place, au cœur de son action, le développement du professionnalisme de ses adhérents. Acteur majeur du secteur (avec un chiffre d'affaires cumulé de près de 2 milliards d'euros par an), elle agit au plus près des réseaux de décideurs et participe à la détermination des grandes orientations de la formation professionnelle.